

**Le FMI et la Banque mondiale annoncent une forte crise dans les pays en développement**

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont publié respectivement le mardi 3 mars et le dimanche 8 mars deux études traitant des effets de la crise financière mondiale sur les pays en développement. Les deux institutions mettent en avant les risques élevés de propagation de cette crise dans les économies les plus vulnérables, alors qu'elles ont été jusque là relativement épargnées compte tenu de leur faible implication dans les marchés financiers.

A l'occasion de la présentation de l'étude du FMI intitulée « L'impact de la crise financière sur les pays à faible revenu », Dominique Strauss-Kahn, le directeur général de l'institution, a estimé qu'« *après avoir frappé d'abord les pays avancés puis les pays émergents, la crise financière mondiale touche aujourd'hui, dans une troisième vague, les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde* ». A travers cette étude, le FMI identifie 20 pays particulièrement vulnérables face aux effets de la crise et indique qu'au moins 25 milliards de dollars seront nécessaires en 2009 pour répondre aux besoins des pays à faible revenu touchés par la dégradation des conditions économiques. Si la situation se dégrade davantage, ces besoins de financements pourraient atteindre 140 milliards selon l'organisation. L'étude révèle que l'Afrique a un besoin de financements supplémentaires de l'ordre de 11 milliards de dollars en 2009. Les perspectives économiques des pays les plus pauvres se sont considérablement dégradées, le FMI prévoyant un taux de croissance de 4% contre une estimation de 6% il y a un an.. Il paraît probable que le revenu par habitant dans de nombreux pays pauvres stagne, voire diminue. M. Strauss-Kahn appelle donc à « *ce que les flux d'aide soient revus à la hausse et non à la baisse* » et indique que « *le FMI s'emploie à mettre en place une riposte extraordinaire pour les pays les plus pauvres de la planète* ».

A l'occasion de la publication d'un rapport destiné à la réunion des ministres de l'Economie et aux responsables des banques centrales du G20<sup>1</sup>, qui se tiendra les 13 et 14 mars à Londres, la Banque Mondiale a annoncé quant à elle que les pays en développement seront confrontés en 2009 à un déficit de financement de 270 à 700 milliards de dollars. L'organisation estime en effet, dans un communiqué de presse, que « *les créanciers privés fuient les pays émergents, et qu'un quart seulement des pays les plus vulnérables disposent des ressources nécessaires pour prévenir une hausse de la pauvreté* ». La Banque mondiale compte par conséquent faire appel au financement des pays développés et proposer, lors de la réunion du G20 en avril à Londres, la création d'un fonds « *de vulnérabilité* » à travers lequel les pays les plus riches pourraient consacrer 0,7% de leurs plans de relance au soutien des pays à faible revenu. Selon Robert Zoellick, le président du groupe Banque mondiale, « *cette crise mondiale appelle une solution mondiale. Dans le cadre des efforts planétaires visant à la surmonter, il importe d'éviter une catastrophe économique dans ces pays* ». Le rapport indique que les bailleurs de fonds ont un retard de versement de 39 milliards de dollars au regard de leurs engagements pris en 2005 au sommet du G8 à Gleneagles. D'après la Banque mondiale, il est probable qu'en 2009 les échanges mondiaux accusent leur recul le plus important depuis 80 ans, que l'économie mondiale soit en récession pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale et que le nombre de personnes pauvres augmente de 46 millions.

**Le Brésil réclame des sanctions à l'égard des Etats-Unis sur le dossier coton**

Lundi 2 mars, le Brésil a demandé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une sanction de 2,5 milliards de dollars à l'égard des Etats-Unis pour ne pas s'être mis en conformité avec la décision de l'organe de règlement des différends de l'OMC sur les subventions aux producteurs de coton. Porté par le Brésil devant l'OMC en 2002, le différend sur les subventions cotonnières américaines avait fait l'objet de nombreuses procédures qui ont amené à une décision de l'organe d'appel de l'OMC en juin 2008 condamnant les Etats-Unis pour leur politique de soutien aux producteurs de coton. L'ambassadeur brésilien auprès de l'OMC, Roberto Azevedo, a expliqué que les autorités brésiliennes avaient « *demandé à l'OMC que le Brésil soit compensé de 2,5 milliards de dollars pour le préjudice causé à [leurs] producteurs de coton entre 1998 et 2002* ». L'organe de règlement des différends de l'OMC prendra sa décision sur le montant de ces compensations le 30 avril. Le Brésil sera alors en mesure d'appliquer des hausses de ses droits de douanes sur les produits américains lui permettant de recouvrer les montants des sanctions décidées.

Lors du dernier dépôt de son projet de budget, le 25 février, l'administration américaine a néanmoins indiqué qu'elle souhaitait supprimer les subventions à l'entreposage du coton (économie estimée de 50 milliards de dollars par an d'ici 2019), réduire les paiements directs aux agriculteurs dont le chiffre d'affaire annuel dépasse 500 000 dollars et réformer les versements aux agriculteurs ayant des revenus annuels supérieurs à 250 000 dollars. Barack Obama, le président des Etats-Unis, s'est en effet dit favorable à « *mettre fin aux paiements directs aux grosses entreprises qui n'en ont pas besoin* ».

<sup>1</sup> G20 : Allemagne, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie et Union européenne.